

SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT DES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES (SIAA)

CONVENTION

Département de la Drôme
Entreprise.... à

Nom du bénéficiaire :

Libellé de l'opération : **Investissements matériels**

VU :

- la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- le RÉGLEMENT (UE) No 651/2014 DE LA COMMISSION du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (RGEC) ;
- le règlement (UE) N°1305/2013 du parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le FEADER ;
- l'approbation du PDR Rhône-Alpes par la Commission Européenne le 17 septembre 2015 ;
- la délibération du Conseil Régional de Rhône-Alpes approuvée en commission permanente du 18 septembre 2015 relative aux dispositifs du projet de PDR ;
- Vu la convention du 11 avril 2017 entre la Région Auvergne Rhône-Alpes et le Département de la Drôme, en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;
- le règlement d'intervention du Département de la Drôme du 26 septembre 2016 relatif au SIAA ;
- l'avis favorable de la Commission Organique Développement à thématique économique émis le ... ;
- la décision du Comité Thématique Régional Filières agricoles et alimentaires IAA (FEADER) du ...;
- la délibération de la Commission permanente du Département de la Drôme du ...;

ET VU :

Le formulaire de demande d'aide de ... réceptionné le ... par la Région Rhône-Alpes.

ENTRE

Le Département de la Drôme représenté par la Présidente
ci-après désignée « le Département »

D'une part,

ET

La société ...

représentée par : M. ... , en qualité de ...

ci-après désignée « le bénéficiaire »,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

Un concours financier du Soutien aux Industries Agro-Alimentaires (SIAA) est accordé à l'entreprise ... ci-après désignée « le bénéficiaire »

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre l'opération : **Investissements matériels**

Adresse : ...

décrite dans l'article 3 selon les conditions définies dans les articles suivants de la présente convention.

ARTICLE 2 – CALENDRIER DE LA REALISATION DE L'OPERATION

La période prévisionnelle de réalisation de l'opération s'étend de ...

La réalisation effective de l'opération devra se conformer aux points suivants :

- a) Commencement d'exécution de l'opération :

Le bénéficiaire peut commencer l'exécution de son opération à partir du ...

Tout commencement d'opération (y compris le premier acte juridique – par exemple devis signé par l'utilisateur ou bon de commande- passé entre le bénéficiaire et un prestataire ou fournisseur) avant cette date rend l'ensemble du projet inéligible.

Le bénéficiaire est tenu d'informer le Département de la date de commencement d'exécution du projet.

- b) Fin d'exécution de l'opération :

L'opération doit obligatoirement être achevée au plus tard **30 mois à compter de la date de décision d'attribution de l'aide FEADER en comité de sélection (...)**

ARTICLE 3 – NATURE DES DEPENSES ELIGIBLES

Objet	Dépenses éligibles retenues (€)
Bâtiment	
Matériel	
Immatériel	
Coût total	... €

ARTICLE 4 – SUBVENTIONS ACCORDEES

Par la présente convention, le Département attribue au bénéficiaire une aide de ... % soit au maximum ... €

L'aide publique nationale prévisionnelle est accordée sur la base réglementaire suivante :

- ☐ Régime cadre exempté de notification n° SA 40417 relatif aux aides en faveur des PME actives dans la transformation et la commercialisation de produits agricoles (IAA).
- ☐ Régime cadre exempté de notification n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME (PME)
- ☐ Régime cadre exempté de notification n° SA.39252 relatif aux aides à finalité (AFR)
- ☐ Régime cadre notifié N° SA.41735 relatif aux aides aux investissements des grandes entreprises actives dans la transformation et la commercialisation de produits agricoles ;
- ☐ Règlement UE n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis

ARTICLE 5 – MODIFICATION OU ABANDON DU PROJET

Toute modification susceptible de modifier la finalité ou l'équilibre financier du projet doit être notifiée par le bénéficiaire au Département avant sa réalisation.

Le Département, après examen, prendra les dispositions nécessaires et le cas échéant établira un avenant à la présente convention avant la fin d'exécution de l'opération.

Si le bénéficiaire souhaite abandonner son projet, il doit demander la résiliation de la convention. Il s'engage à en informer immédiatement le Département pour permettre la clôture de l'opération. Le Département définira le cas échéant le montant du reversement de l'aide.

Si le bénéficiaire fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire, la décision du Tribunal de commerce de mettre l'entreprise en liquidation ou de faire procéder à la cession des actifs de l'entreprise, objet du programme subventionné, entraîne de droit l'annulation du concours du Département et la suspension des procédures de paiement en cours.

ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Les engagements du bénéficiaire sont **décrits dans le formulaire de demande de subvention**, réceptionné le ... par la Région Rhône-Alpes, qui constitue avec le présent document une pièce contractuelle de la convention.

Le FEADER venant en contrepartie des financements du Département, les engagements imposés au bénéficiaire par les règlements d'intervention de chaque financeur doivent être respectés pour bénéficier du FEADER.

Il est rappelé que le bénéficiaire s'engage à respecter l'objet et la finalité du projet d'investissement tels qu'ils ont été définis dans la demande de subvention.

En outre, le bénéficiaire s'engage :

- au maintien de l'investissement aidé sur le site pendant 5 ans à compter de la date de délibération du Département
- au non versement des dividendes sur une période de 3 ans à compter de l'année d'attribution de l'aide, sauf cas dûment justifiés, décrits dans le dossier de demande de subvention au titre de la Sous-mesure 4-22 du Programme de Développement Rural de Rhône-Alpes
- à fournir les photos constatant que sur l'investissement aidé par le Département a été apposée une plaque comportant la mention : **«financé avec le soutien du Département de la Drôme» ainsi que le logo départemental.**

ARTICLE 7 - RESERVES

L'aide mentionnée à l'article 4 ci-dessus sera versée sous réserve :

- du respect des engagements pris par le bénéficiaire sur son formulaire de demande d'aide réceptionné le ... et, de façon plus générale, du respect des engagements mentionnés à l'article 6 ci-dessus,
- du respect du taux maximal d'aides publiques autorisé par les règlements en vigueur
- de la réalisation effective d'un montant **de ... € HT** de dépenses éligibles. Lorsque les dépenses éligibles effectivement réalisées sont inférieures, le montant des subventions est calculé au prorata.

ARTICLE 8 - VERSEMENT

Les versements (acomptes et / ou solde) sont effectués sur justification de la réalisation de l'opération et de la conformité de cette opération avec le contenu de la présente convention.

Le bénéficiaire doit adresser à la Région Rhône-Alpes (GUSI du FEADER) les pièces justificatives nécessaires (état récapitulatif des dépenses certifié conforme par l'expert comptable ou le commissaire aux comptes et / ou factures

acquittées ou toute pièce comptable de valeur probante). Les factures acquittées sont visées par le fournisseur ou constructeur qui mentionne obligatoirement le moyen de paiement, la date effective du paiement (endossement du chèque, par exemple), ainsi que la signature et le cachet du fournisseur.

Le paiement des subventions publiques est effectué en un ou plusieurs versements. L'acompte pourra être sollicité à compter de la réalisation de 20% du budget prévisionnel du projet.

Il est rappelé que l'échelonnement des versements sur une période supra – annale soumet obligatoirement les parties au respect des règles de l'annualité budgétaire.

ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur à compter du jour de sa signature. Elle prendra fin après extinction des obligations fixées dans les articles 6 et 7 et constatées par le Département.

ARTICLE 10 - REVERSEMENT

Toutes les modifications financières ou matérielles du programme doivent être notifiées par écrit au Département.

En cas de non respect des obligations ou des engagements du bénéficiaire et notamment en cas de non exécution partielle ou totale de l'opération ou d'utilisation des fonds non conforme à l'objet, le Département peut mettre fin à la présente convention et exiger le reversement total ou partiel des sommes versées.

Les reversements sont effectués par le bénéficiaire dans le mois qui suit la réception du titre de recettes.

ARTICLE 11 – LITIGES

En cas de non-respect par le bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par le Département, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 - TRIBUNAL COMPETENT

En cas de litige, le recours contentieux se fera auprès du tribunal administratif compétent.

Fait à VALENCE, le

Pour le Département,
La Présidente du Conseil départemental de la Drôme,

Pour l'entreprise :

Signature du bénéficiaire ou de son représentant :

Cachet :